

Une leçon du Front populaire

Au début de l'année 1934, le PCF est un parti qui vient de subir une lourde défaite aux élections législatives de 1932. Il n'y a plus que 10 députés communistes. Sa direction est profondément divisée, Doriot, seul de ses députés élu au 1^{er} tour, ambitionne de prendre la place de Maurice Thorez. Et pour compliquer les choses, le changement d'orientation qu'il défend est censé mais il joue avant tout sa propre carte qui l'amènera jusqu'à basculer à l'extrême-droite. De son côté l'Internationale communiste n'est pas encore vraiment sortie de la stratégie dite « classe contre classe » et de ses analyses annonçant la crise finale du capitalisme¹. Ce même parti va pourtant se montrer capable d'initiatives créatrices qui vont modifier complètement la situation politique française.

Au départ, il y a la réaction populaire à la tentative de prise du pouvoir de l'extrême-droite. Les 9 et 12 février 1934, la classe ouvrière montre sa lucidité et sa détermination à empêcher qu'il se passe en France la même chose qu'en Italie puis en Allemagne un an plus tôt. Les initiatives du Parti communiste vont permettre que cette volonté s'exprime pleinement dans le champ politique². Le PCF va porter alors « *la continuité entre les mobilisations populaires, les luttes syndicales, la bataille politique et les élections* », ainsi que l'a exprimé le secrétaire national du PCF lors de la rencontre marquant le 90^{ème} anniversaire du Front populaire. Il le fera en prenant en compte non seulement les différentes formes de la lutte de classe mais aussi les multiples enjeux, nationaux et internationaux d'une situation extraordinairement lourde de menaces.

Pour commencer, la vision schématique et abstraite de la lutte des classes est abandonnée. Au bureau politique du PCF du 22 février 1934, Eugen Fried, qui représente l'Internationale, déclare : « *il faut savoir où porter le coup principal, contre la réaction fasciste représentée par Tardieu. Il faut savoir quel est le rôle de chaque fraction de la bourgeoisie. Il faut se demander si une des raisons de notre passivité le 6 février n'est pas notre appréciation générale de la bourgeoisie* ». En avril 1934, Dimitrov, qui dirige l'Internationale, remet en cause la théorie du « social-fascisme » adoptée depuis 1929 qui faisait de la social-démocratie le principal soutien de la bourgeoisie.

Le 23 juin 1934 la conférence nationale du PCF est consacrée à l'organisation d'un front unique antifasciste, ce qui se traduira par un pacte d'unité d'action avec le Parti socialiste (appelé alors SFIO) le 27 juillet. Mais les choses ne s'arrêtent pas là, le PCF veut élargir le rassemblement : « *nous sommes prêts à aider et à soutenir tout effort réel pour le maintien des libertés démocratiques, la résistance aux attaques des bandes fascistes. Nous avons jeté l'idée d'un vaste rassemblement populaire* », déclare Maurice Thorez le 10 octobre 1934. *L'Humanité* titre : « *pour un large front antifasciste* ». Il s'agit notamment d'élargir le rassemblement au Parti radical. Cela se traduira d'abord aux municipales de 1935.

On connaît la suite. Mais ce qui est parfois ignoré, c'est que cet effort salutaire se heurtera à plusieurs reprises à une surenchère verbale à gauche.

Ainsi, les premières réactions de la SFIO à la volonté du PCF d'élargir le rassemblement à d'autres catégories que la classe ouvrière sont négatives. La SFIO demande des mesures plus radicales. Vincent Auriol, qui en est alors un de ses principaux dirigeants et qui votera ensuite

les Accords de Munich comme les autres députés de la SFIO, déclare : « *les banques, je les ferme, les banquiers, je les enferme !* ». Lorsque le PCF, conscient du danger de l'Allemagne nazie rejette l'antimilitarisme systématique et intègre l'idée de défense nationale, dans *Le Populaire*, quotidien de la SFIO, Marceau Pivert, un des dirigeants de la gauche de ce parti, s'y oppose au nom du « *défaitisme révolutionnaire universel* », assimilant la situation à celle de 1914. Il approuvera lui aussi les Accords de Munich. En 1936, avec le mouvement de grèves, le même Marceau Pivert lance : « *tout est possible* ». *L'Humanité* répondra aussitôt : « *tout n'est pas possible* » (29 mai). Et en réaction à la main tendue par Maurice Thorez aux travailleurs chrétiens, Marceau Pivert appellera à la lutte contre l'église et contre la religion : « *La religion catholique est contre-révolutionnaire* », déclare-t-il.

S'opposant à de cette surenchère extrémiste, sans lâcher le sens de leur combat, les communistes n'auront de cesse de travailler au rassemblement le plus large, conscients de ce qu'étaient les intérêts concrets des classes travailleuses.

Ainsi, dans son allocution à la radio le 17 avril 1936, Maurice Thorez s'en prend aux fascistes « *diviseurs de français* », il en appelle à l'« *union de la nation française contre les 200 familles et leurs mercenaires* », à la « *réconciliation du peuple de France* » : « *Nous avons œuvré à l'unité entre les travailleurs des villes et des champs, entre les travailleurs manuels et intellectuels. Nous sommes heureux d'avoir propagé l'idée du Front populaire du travail de la liberté et de la paix et de collaborer loyalement à une action commune avec les radicaux, les républicains et les démocrates. Nous avons travaillé à l'union de la jeunesse de France. Et maintenant nous travaillons à l'union de la nation française contre les 200 familles et leurs mercenaires. Nous travaillons à la véritable réconciliation du peuple de France (...)* Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques parce que tu es notre frère et que lu es comme nous accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu croix de feu parce que tu es un fils de notre peuple que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux comme nous éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe ». Marquant l'effort des communistes pour la réappropriation de l'héritage national, il rappelle que les communistes ont « *réconcilié le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances* ».

L'impulsion est donnée. Par la suite, les épreuves seront terribles, les modalités de la lutte multiples et changeantes, mais cet effort politique portera pleinement ses fruits à la Libération.

¹ "La crise peut être fatale pour la société capitaliste. Le mûrissement de la situation révolutionnaire dans toute une série de pays peut faire de rapides progrès (...) Nous allons au-devant d'une vague de grèves gigantesques qui prendront le caractère de grèves générales de masse. La question de la lutte pour la dictature du prolétariat sera mise à l'ordre du jour", déclarait son dirigeant, Manouïlski, au déclenchement de la crise de 1929 (Voir l'article de Serge Wolikow « Les élites du Komintern et la grande crise des années 1930 »).

² On peut notamment lire à ce sujet le livre de Serge Wolikow *1936, le monde du Front populaire*.